

Nous ne paierons pas la crise !

La « crise » marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Il était comique, l'an dernier, de voir ceux qui, comme tous nos gouvernants, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat. Mais s'ils étaient pour que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : *“socialiser les pertes et privatiser les profits”*.

Ainsi des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés, sans discuter, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

Mais ce n'est pas tout. La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements ; patrons et gouvernements sont bien décidés à continuer de s'attaquer aux droits sociaux des salarié-e-s, notamment en matière de protection sociale, de droit du travail, de conditions de travail, et de santé au travail. Leur objectif est de faire payer la crise aux salarié-e-s en prônant dans chaque pays l'unité derrière la politique gouvernementale pour essayer de faire passer la pilule. La xénophobie, le racisme sont des fléaux que nous combattons. Syndicalistes, nous construisons la solidarité internationale des travailleurs/ses pour leur répondre !



Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour !

- Pour assurer le droit au travail pour tous et toutes, en développant les emplois socialement utiles, et en répondant aux besoins collectifs.
- Pour empêcher les plans « sociaux », les licenciements, la précarité (sous-traitance, contrats à durée déterminée, temps partiel imposé, entreprise de travail temporaire ...)
- Pour garantir les prestations sociales et salariales aux chômeurs et chômeuses, et aux catégories sociales particulièrement affectées par la crise (femmes, immigré-e-s, jeunes, ...)
- Pour des droits sociaux harmonisés par le haut, afin que cesse le dumping social : salaires, pensions de retraite, indemnités de chômage, minima sociaux ...
- Pour défendre et développer les services publics, accessibles à tous et toutes : santé, éducation, culture, dépendance, transports, eau, énergie...
- Pour la réduction du temps de travail sans perte de salaire, l'abaissement de l'âge de la retraite.
- Pour que les ressources et la richesse soient distribuées de façon solidaire.
- Pour que les riches, les chefs d'entreprise, les dirigeants, ... contribuent par des impôts progressifs : qui gagne le plus doit payer le plus d'impôts. Il faut répartir la richesse.
- Pour le droit au logement et l'alimentation saine.
- Pour garantir les droits des migrant-e-s.
- Pour l'égalité entre hommes et femmes.
- Pour que nous changions vraiment de modèle de production, de distribution et de consommation, en créant des emplois dans ce qui a de la valeur pour la collectivité : dans l'éducation, dans les crèches, dans les écoles maternelles, à la campagne, dans le bien-être social, dans les soins à la personne, dans des technologies ni agressives ni polluantes, dans des réseaux de transport public...

- Ensemble, nous participerons au contre-sommet organisé à l'occasion de la venue des Chefs d'Etats européens et d'Amérique latine, et à la manifestation du 16 mai à Madrid.
- Ensemble, nous participerons au contre-sommet qui se tiendra à Barcelone, du 4 au 6 juin, face au sommet des chefs d'Etat euro-méditerranéens.
- Ensemble, nous prendrons d'autres initiatives à l'automne.
- Ensemble, nous participerons aux marches européennes contre le chômage et la précarité, notamment à l'assemblée européenne des chômeurs/ses le 16, et à la manifestation internationale, le 17 octobre à Bruxelles.

Pour sauver leur système capitaliste, les patrons et les actionnaires sont organisés internationalement : le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les ressources naturelles et les pays pauvres, organise la famine d'une partie de la planète, ... Nous entendons avancer dans la mise en place d'un réseau syndical alternatif en Europe, ouvert à toutes les forces qui veulent lutter contre le capitalisme, le libéralisme.

**Partout, développons et coordonnons les
luttés sociales, et construisons la
résistance commune au niveau européen !**

**Face à la crise du système capitaliste, la
grève générale est nécessaire. Nous
voulons la construire !**

